



Philippe VINCENT
Secrétaire général

Nous savons
d'expérience combien
parfois l'écart est grand
entre les visions de
la rue de Grenelle et
la réalité de nos EPLE
et saurons donc
rappeler, au besoin,
quelques notions
de bon sens à nos
interlocuteurs
parisiens

À l'épreuve de la réalité

Après une année fort nourrie et menée tambour battant, parfois à grands coups de tam-tam médiatique mais avec un talent certain, qu'il faut savoir reconnaître, d'annonces, de projets, de textes, de règlements, de lois à venir, et parfois à très brèves échéances pour notre ministre, voici venu le temps des modalités pratiques de mises en œuvre des réformes.

Fort d'une adhésion sociétale globale à ses intentions (les enquêtes montrent, sans ambiguïté, qu'il recueille un large assentiment de l'opinion sur sa vision des évolutions à mener pour notre système éducatif), Jean Michel BLANQUER va devoir passer durant l'année scolaire 2018-2019 au révélateur de la déclinaison des décisions qui ont été prises ou vont l'être : réforme du lycée, évolution du baccalauréat, transformation de la voie professionnelle, nouveau cadre de l'apprentissage. Si le contexte lui est d'évidence favorable, lui donnant ainsi des vents portants utiles, et si les oppositions, au faible écho ou à l'efficacité mobilisatrice réduite, qu'il a jusque-là rencontrées n'ont guère perturbé sa marche en avant, il n'en demeure pas moins que sa volonté affichée de pragmatisme va être confrontée à la nécessité d'afficher des résultats qui seuls légitimeront a posteriori la validité des options politiques retenues.

De la même manière, il va lui falloir faire la démonstration que les mesures déjà actives (CP à 12, retour aux fondamentaux dans le primaire, révision de la réforme du collège, devoirs faits, Parcoursup) produisent des améliorations sensibles car ce sera la seule validation des choix effectués.

Cette capacité à mettre en avant de vrais progrès et à réaliser à courtes

échéances la bonne mise en place de mutations sensibles de notre système seront vraisemblablement les conditions nécessaires voire obligatoires du maintien d'une confiance si largement mise en avant et rebattue qu'elle en devient comme un mantra déjà légèrement obsédant à nos oreilles !

Pour ce qui concerne l'enseignement secondaire, le SNPDEN a fait connaître (sous réserves que les propositions qu'il soutenait ou les amendements qu'il portait soient majoritairement reçus) un accord de base avec les grandes orientations prises. Cette approbation d'ensemble était sous-tendue par nos mandats constants, d'une organisation plus simple, plus lisible, plus cohérente et plus efficace. Nous faisons en effet le constat de processus inutilement complexes et le plus souvent à bout de souffle, de modalités obsolètes et chronophages, de dispositions erratiques et incompréhensibles, le tout débouchant sur des iniquités maintenues voire renforcées, des classements internationaux piteux et des échecs massifs en 1^{er} cycle universitaire, bilan bien peu glorieux pour une Éducation nationale. Éducation nationale dont tous les gouvernements depuis 50 ans au moins ont affirmé qu'elle était la priorité des priorités. On peut alors se demander : où en serions-nous aujourd'hui si cela n'avait pas été le cas ?

Mais cette adhésion de principe est conditionnée pour nous, d'une part au respect de nos mandats et d'autre part, au fait que nous soyons associés à l'ensemble des concertations qui seront menées à cette rentrée pour définir les cadres exacts dans lesquels les réformes adoptées seront déclinées de manière pratique sur le terrain. Instruits de longue date sur les dérives qui peuvent exister entre des intentions initiales de belle facture et des applications locales alambiquées corsetées de détails superfétatoires, nous serons particulièrement vigilants aux applicatifs concrets qui seront envisagés. Nous savons d'expérience combien parfois l'écart est grand entre les visions de la rue de Grenelle et la réalité de nos EPLE et saurons donc rappeler, au besoin, quelques notions de bon sens à nos interlocuteurs parisiens.

Nous allons aussi avoir à dire à notre ministre que notre Congrès de Colmar a pris en compte des demandes fortes et renouvelées des personnels de direction et qu'il va lui falloir trouver les moyens de répondre aux attentes exprimées par notre profession dans son ensemble.

Entre autres, car je ne saurais ici être exhaustif tant notre congrès a été riche de propositions (tous nos mandats sont dans *Direction 259* et en ligne sur notre site), des carrières plus fluides avec une visibilité améliorée de parcours promotionnels d'emplois d'adjoints à ceux de chefs, une évaluation plus transparente et mieux comprise gage d'une gestion des ressources humaines de bien meilleure qualité, des promotions en plus grand nombre permettant que le passage à la Hors classe devienne une réalité pour toutes et tous permettant ainsi des hausses significatives de nos rémunérations, une réduction des inégalités diverses par trop durables et flagrantes entre femmes et hommes. Et surtout, et bien que nous sachions que ce chantier sera le plus compliqué car le plus soumis aux visions personnelles que nous avons de nos fonctions, il ouvre de vraies perspectives d'améliorations de nos conditions d'exercice du métier.

Sur tous ces domaines, nous avons élaboré collectivement des propositions traduites par des mandats. Conformément à notre sens de la réalité, nous les avons pensés et voulus raisonnables et donc soutenables et donc atteignables : c'est pourquoi nous nous sentons complètement fondés à les porter et à les défendre car nous considérons qu'ils sont à la hauteur ce qui est attendu par nos collègues. C'est donc sur cette base que le SNPDEN se donnera les moyens d'obtenir de notre autorité de tutelle les réponses souhaitées.

Par définition et parce que cela correspond à la vision que nous avons des rapports usuels qui doivent exister entre un ministre et la principale organisation de personnels d'encadrement, nous rentrerons avec confiance dans le nouveau cycle de dialogue social qui s'est ouvert avec notre DGRH et son service de l'encadrement. Mais cette confiance se doublera d'une exigence d'arriver à court terme à la production de vraies avancées : notre sens reconnu des responsabilités devra avoir pour contrepartie que nous soyons entendus sur nos objectifs essentiels !

Et en même temps (j'ai essayé mais je n'ai pas pu résister !), le SNPDEN va devoir aussi dès maintenant se préparer aux élections professionnelles de décembre 2018. Moment traditionnellement fort de la mobilisation syndicale que d'aucuns pourraient cependant voir comme un simple rituel des plus répétitifs débouchant sur des résultats quasi gravés dans le marbre et donc éminemment prévisibles. Vrai, car la position durablement majoritaire du SNPDEN pourrait laisser à penser que nous n'entretenons le suspens que pour mieux nous féliciter d'un succès attendu. Mais faux à cette occasion, car la modification récente de notre corps passant de trois à deux classes (l'échelon spécial d'accès à la hors échelle B n'est qu'une étape finale de la hors classe) va conduire à une très notable réduction du nombre de commissaires paritaires à élire tant au niveau académique qu'au niveau national. Ces modifications structurelles couplées à des règles électorales déterminées vont de manière mécanique conduire à un renforcement majoritaire et donc rendre plus déterminants les résultats de ce scrutin en matière de représentativité. Et, d'autre part, les annonces faites sur une possible refonte du paritarisme (pour ne pas dire de disparition), vont rendre encore plus stratégique la position de plus ou moins grand leadership des organisations syndicales fin décembre 2018.

Il va donc falloir mobiliser nos collègues et mettre, à tous les niveaux, nos instances en ordre de bataille pour proposer et convaincre et, au final, renforcer la capacité du SNPDEN à rester incontournable dans le débat par la démonstration électorale qu'il saura faire qu'il est et demeure la voix des personnels de direction et le meilleur garant de la défense de leurs intérêts individuels et collectifs. Notre exécutif national, et son secrétaire général en tête, y seront prêts aux côtés et en complémentarité avec nos secrétaires académiques.

Et maintenant... à nous de jouer ! □

Nos mandats : des carrières plus fluides, une évaluation plus transparente et mieux comprise, des promotions en plus grand nombre [...], des hausses significatives de nos rémunérations, une réduction des inégalités diverses par trop durables et flagrantes entre femmes et hommes

Mobiliser nos collègues et mettre, à tous les niveaux, nos instances en ordre de bataille pour proposer et convaincre et, au final, renforcer la capacité du SNPDEN à rester incontournable dans le débat